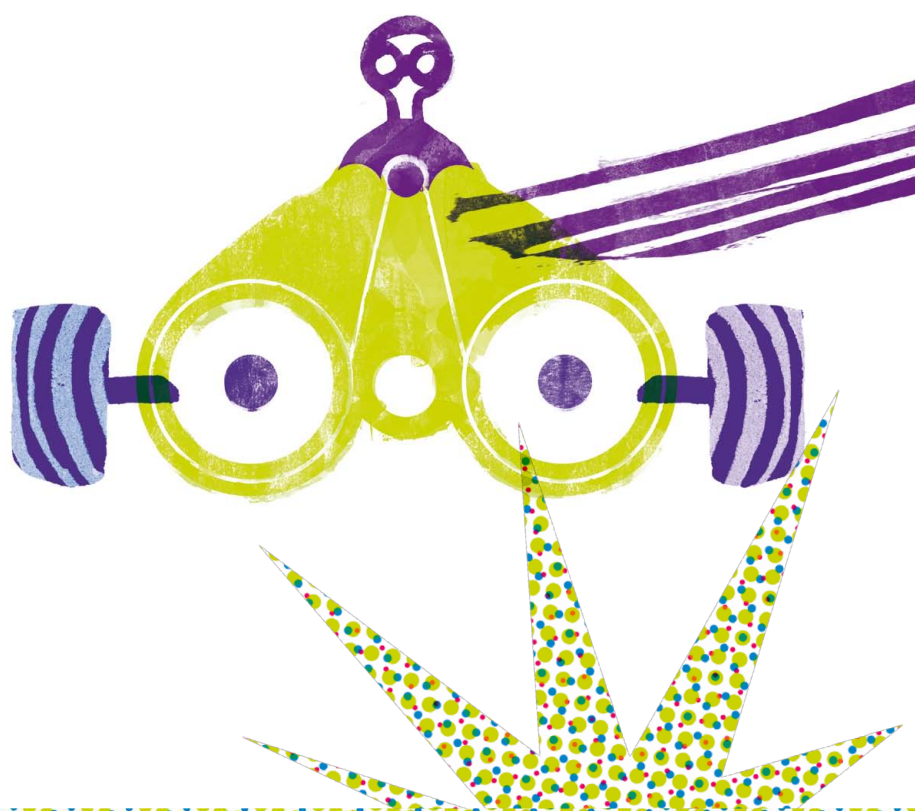


Le Forum – Bruxelles contre les inégalités, Bruxelles Laïque,
le Conseil Bruxellois de Coordination Sociopolitique,
la Fédération des Services Sociaux et l'Agence Alter
vous invitent à rejoindre :

LES ENQUÊTES DE L'ÉCOLE DE TRANSFORMATION SOCIALE : LE CORONAVIRUS, UN AGENT DE TRANSFORMATION ?

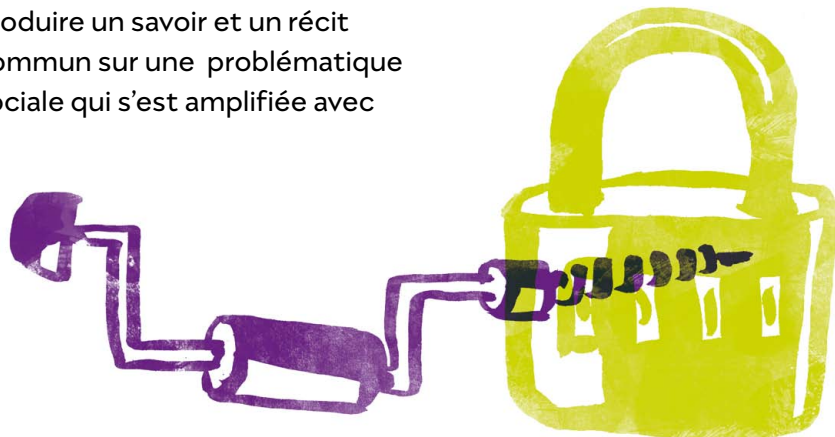
4 journées en septembre / octobre 2021



L'ÉCOLE DE TRANSFORMATION SOCIALE

L'École de Transformation Sociale (ETS) est un dispositif de formation participatif à destination de celles et ceux qui gravitent autour du secteur social car ils y travaillent, l'étudient ou en utilisent les services. Pour cette nouvelle édition, l'ETS souhaite les rassembler autour d'« enquêtes sociales » qui partent de leurs expériences et expertises. L'objectif est de produire un savoir et un récit commun sur une problématique sociale qui s'est amplifiée avec

la pandémie. Il est question de l'éclaircir, de l'objectiver et de mettre en évidence les enseignements de cette période inédite pour envisager un monde avec plus de justice sociale. Aujourd'hui, plus que jamais, il est temps de se rassembler, de reprendre du pouvoir d'agir, de réaffirmer la légitimité du secteur social à exprimer ses opinions.



LES ENQUÊTES DE L'ÉCOLE DE TRANSFORMATION SOCIALE : LE CORONAVIRUS, UN AGENT DE TRANSFORMATION ?

Le Forum – Bruxelles contre les inégalités, Bruxelles Laïque, le Conseil Bruxellois de Coordination Sociopolitique, la Fédération des Services Sociaux et l'Agence Alter vous invitent à rejoindre :

Quatre journées inédites pour **interroger le réel et intégrer de nouvelles manières de faire ou de penser**. À partir de méthodologies participatives, de questions concrètes, de la rencontre avec des témoins privilégiés, d'un matériel varié, nous vous proposons d'enquêter sur l'une des 3 problématiques suivantes :

- ➔ **Logement** et dispositions exceptionnelles pendant le confinement : comment assurer un logement de qualité et durable pour tous ?
- ➔ **Précarité alimentaire** et crise Covid : de la gestion de

l'urgence à la justice sociale. Quels enjeux et quelles alternatives ?

- ➔ Quel est le **rôle de l'économie informelle** en temps de crise ?

Au programme des 4 journées :

- Des entrées en matière variées pour se confronter aux nuances de chaque thématique ;
- La rencontre avec des témoins privilégiés bruxellois, belges ou internationaux ;
- La mise en évidence et le débat autour de questions et d'enjeux essentiels ;
- L'identification, pour chaque thématique, d'un destinataire et la production d'une réponse argumentée (plaidoyer) à lui délivrer.

La démarche sera accompagnée par l'Agence Alter qui mettra en lumière les plaidoyers sous forme de podcasts radio et d'articles papier.



ENQUÊTE SUR LE LOGEMENT :

Logement et dispositions exceptionnelles pendant le confinement : comment financer et créer du logement de qualité abordable et durable pour les personnes sans-abris et mal-logées ?

Se loger est un droit fondamental. Pourtant, des milliers de Bruxellois dorment en rue, n'arrivent pas à payer leur loyer, vivent dans un logement insalubre. Durant la crise sanitaire, le sans-abrisme est devenu une problématique à gérer urgemment afin de respecter les mesures d'un confinement généralisé. Ce qui n'avait jamais été envisagé comme réalisable

le devient d'un coup : des hôtels sont réquisitionnés, des fonds sont dégagés pour rémunérer les propriétaires, l'accueil est organisé par une collaboration entre tous les acteurs concernés (communes, CPAS, travailleurs du secteur sans-abri), un moratoire sur les expulsions est décrété. Plus récemment, la Région a lancé un Plan d'urgence Logement.

Ces effets « positifs » et mobilisateurs de la crise pousseraient à étendre ou multiplier de tels dispositifs, mais pour, à terme, renforcer les problématiques au lieu de les résoudre ? En effet, quelles seront les décisions une fois la crise sanitaire passée ? Le sans-abrisme redeviendra-t-il une cause accessoire quand les risques de contamination auront disparu ? Sinon, quelles solutions structurelles envisager alors que le contrecoup social de la crise sanitaire va sans doute mettre à la rue un plus grand nombre de personnes ? Notre hypothèse de travail sera que l'urgence ne doit plus déboucher sur des solutions provisoires et ponctuelles, mais

sur **des politiques publiques axées sur le droit au logement et consacrées à un marché et à des plans de logements de qualité, abordables et durables**. Des pistes existent : augmenter le pourcentage de logements publics et/ou sociaux dans les différentes communes bruxelloises ; lutter contre la privatisation du marché ; convaincre les différents niveaux de pouvoir de s'impliquer dans les achats, locations et rénovations, etc.

Le champ est vaste. Il s'agira, dès lors, de saisir ensemble les enjeux de ces questions et d'identifier les acteurs des différents pouvoirs qui sont aux prises avec la question du logement : sa création, ses critères, son accès, sa sortie. Du ministre, au juge de paix en passant par le CPAS : quels leviers et outils existent ou sont à inventer pour faire de chaque espace un territoire zéro « sans logement ».





ENQUÊTE SUR LA PRÉCARITÉ ALIMENTAIRE

Précarité alimentaire et crise Covid : de la gestion de l'urgence à la justice sociale. Quels enjeux et quelles alternatives ?

La pandémie a occasionné des pertes de revenus considérables pour toute une série de catégories socioprofessionnelles. Et pour celles et ceux qui étaient déjà au bas de l'échelle des salaires et qui occupaient les emplois les plus précaires, cette crise a signifié un net basculement vers la précarité. Parfois même vers de sérieuses difficultés à se nourrir et donc un recours à l'aide alimentaire, lorsque les solidarités familiales ou de proximité ne sont pas opérantes.

La Fédération Belge des Banques Alimentaires nous apprend qu'en 2020 ce sont plus de 195.000 personnes qui ont eu recours à l'aide alimentaire. Il s'agit de 42 millions de repas distribués, soit une hausse de 24% par rapport à 2019.

Face à la crise, les pouvoirs publics ainsi que les associations du secteur ont pris différentes mesures : l'assouplissement des critères d'accès à l'aide alimentaire, la mise en place de chèques alimentaires à la place des colis, le soutien financier à différents projets et structures du secteur, etc.

Bien que louables, ces mesures demeurent largement insuffisantes. Plus fondamentalement, elles laissent en suspens les enjeux structurels dont le recours à l'aide alimentaire n'est que le symptôme : le droit à une alimentation saine et durable, la capacité de notre système de protection sociale à véritablement nous protéger contre certains mécanismes

délétères du marché, l'enjeu de la hausse des revenus et du droit à un emploi stable et digne. C'est dans cet esprit que nous inscrirons nos réflexions à l'occasion de cette enquête que l'on conduira au fil de ces quelques hypothèses de travail.

Nécessaire et sans doute perfectible, l'aide alimentaire pose question en tant que réponse durable à la précarité alimentaire. Elle pose également une série d'enjeux éthiques et déontologiques en tant que mode d'intervention sociale.

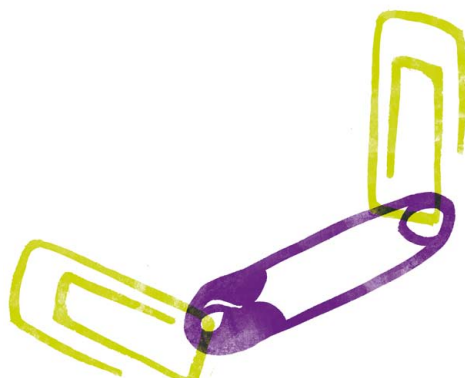
Dès lors, de quoi l'aide alimentaire est-il le nom ? Quelle est la plus-value des chèques alimentaires comme alternative aux colis alimentaires ? Qu'en est-il de la piste de la sécurité sociale alimentaire comme réponse structurelle ?

L'aide alimentaire est souvent le dernier réflexe de survie quand on n'a pas accès à des revenus de remplacement ou à des salaires suffisants. **Que nous dit-t-elle des limites et**

des insuffisances de notre système de protection sociale et des inégalités de revenus produites par notre système économique ? Comment cela se manifeste-t-il depuis le début de cette crise sociale liée à la Covid ?

Rendant encore plus visibles les inégalités sociales, la pandémie nous offre l'opportunité de réinvestir la lutte pour la justice sociale et d'interroger nos pratiques professionnelles et leurs limites. **Vers quels horizons politiques et sociétaux diriger nos réflexions et nos mobilisations collectives ? Quelles pratiques émancipatrices envisager en tant qu'acteurs et actrices de l'action sociale ?**





ENQUÊTE SUR L'ÉCONOMIE INFORMELLE

Quel est le rôle de l'économie informelle en temps de crise ?

« Travail au noir », « débrouille », « économie de survie », « solidarités ordinaires » : voilà des notions qui ne s'invitent que très rarement sur le terrain du social. Pourtant, cette économie informelle fait partie intégrante de nos réalités puisqu'elle produit quelque 15 % des richesses de notre pays. Elle permet également à toute une partie de la population d'augmenter ses revenus et par conséquent sa qualité de vie.

Les crises sanitaires et sociales que nous traversons mettent

en lumière l'ampleur de ce phénomène et les liens qui existent entre les pratiques formelles et informelles.

Avec le confinement, certains ont perdu leur « travail dissimulé » et n'ont pas pu prétendre aux revenus de remplacement. Par contre, d'autres ont survécu grâce à des activités d'économie parallèle. Certaines dispositions visant la régularisation des travailleurs illégaux ont été également prises par l'État.

Comment définir l'économie informelle dans ses tensions et ses contradictions ? Quel est son rôle en temps de crise ?

Quelles sont ses faiblesses et ses plus-values ? Quelles seront les conséquences des basculements provoqués par la crise pour le futur des travailleurs de l'économie informelle ?

Les pratiques de l'informel sont presque toujours étouffées dans la « boîte noire » de l'État. Pourtant, l'économie informelle n'est pas un univers distinct de l'économie formelle.

Nous vous invitons à plonger au cœur de cette boîte noire pour :

- **Comprendre et nommer** l'étendue et les nuances du travail informel ;
- **Rencontrer** les personnes qui s'interrogent sur ces pratiques, les étudient ou en vivent ;
- **Repenser** la reconnaissance des droits de tous les travailleurs et dénoncer l'impact de certaines politiques publiques ;
- **S'inspirer** de dispositifs de soutien aux travailleurs de l'économie informelle.



INFORMATIONS PRATIQUES

Pour qui ?

Travailleuses de terrain, étudiants, gestionnaires de service, expertes de vécu, élus politiques, chercheurs et thésardes... Ce projet s'adresse à toute personne ayant un ancrage de le secteur social et intéressée par une de ces questions !

À noter, il y a 25 places par thématique.

Comment se (ré) inscrire ?

Via le formulaire suivant :

<https://forms.gle/EkBfPPLJHRypj9477>

En cas de difficultés, vous pouvez contacter Lolita :

sandron@le-forum.org
ou **0492 57 00 05**

Votre participation est gratuite et nous vous offrons le café et les sandwiches.

Où et quand ?

Les dates et lieux dépendent de la thématique choisie.

Logement

vendredi 10, jeudi 16,
vendredi 17 septembre et
vendredi 1^{er} octobre
Bruxelles-Laïque
Avenue de Stalingrad 18-22
1000 Bruxelles

Précarité alimentaire

vendredi 10, jeudi 16,
vendredi 17 septembre
et vendredi 1^{er} octobre
Le « DK »
Rue du Danemark 70b
1060 Saint-Gilles

Économie informelle

vendredi 10, jeudi 23, vendredi 24
et mercredi 29 septembre
Salle Maxima
Rue du Monténégro 152
1190 Forest

Projet mené en partenariat avec la coopérative **Cera**. Avec le soutien de la **Cocof**, de la **Cocom** et de la **Fédération Wallonie-Bruxelles**. L'École de Transformation Sociale est un projet coorganisé par **Le Forum – Bruxelles contre les inégalités**, le **Conseil Bruxellois de Coordination Sociopolitique**, la **Fédération des Services Sociaux, Bruxelles Laïque** et l'**HE2B/IESSID**.

